

## CHAPITRE 11

# ÉNERGIE

### 11.1 La scène internationale

Par suite d'un fort excédent de pétrole brut sur les marchés internationaux à la fin de l'année 1985 et au cours de la plus grande partie de 1986, le prix mondial du pétrole a enregistré une baisse, se situant à moins de 10 \$ US le baril (63 \$ US le mètre cube) pendant une courte période à l'été de 1986. Pour essayer de faire remonter les prix, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a annoncé, le 6 août 1986, que tous les pays membres (à l'exception de l'Irak) ramèneraient le plafond de leur production à 14.8 millions de barils par jour (2.4 millions de mètres cubes) à compter du 1<sup>er</sup> septembre, et ce, pour une période d'essai de deux mois. La production totale de l'OPEP (en comptant celle de l'Irak) était de l'ordre de 16.8 millions de barils par jour (2.8 millions de mètres cubes). Satisfaits de l'effet que cette mesure provisoire a eu sur la stabilisation du prix du pétrole, qui s'est fixé à 15 \$ US le baril (94 \$ US le mètre cube), les ministres du Pétrole de l'OPEP ont annoncé en décembre 1986 que le cartel, sans compter l'Irak, baisserait sa production de 7.23 % pour l'établir à 15.8 millions de barils par jour (2.5 millions de mètres cubes), et que cette diminution ferait passer le prix du pétrole au niveau officiel de 18 \$ US le baril (113 \$ US le mètre cube).

L'Agence internationale de l'énergie (AIE), dont le Canada est l'un des 21 pays membres, constitue un élément autonome de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle a pour but principal de préparer ses membres à affronter toute crise pétrolière qui serait considérée comme une menace économique majeure. Elle procède donc de temps à autre à des épreuves des régimes de répartition du pétrole entre ses membres. La cinquième épreuve (AST-5) a été effectuée en 1985. Au Canada, l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie, 23 sociétés pétrolières et cinq provinces productrices y ont participé.

Le Canada joue également un rôle actif dans des organismes tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation du Traité de l'Atlantique

Nord (OTAN), l'Organisation des Nations Unies (ONU) et la Conférence mondiale de l'énergie (CME). Établie à Londres en 1924, la CME s'efforce de promouvoir le développement et l'utilisation pacifique des ressources énergétiques. Le neuvième Forum national canadien sur l'énergie de la Conférence mondiale de l'énergie s'est tenu à Toronto en mai 1986. Les thèmes abordés à cette occasion portaient notamment sur: l'incertitude de la demande d'énergie et des prix à court et à long terme; le marché comme moyen de prédilection pour faire face à l'incertitude; et la constance des objectifs en matière d'énergie, malgré les bouleversements que connaissent les marchés de l'énergie – surtout la préoccupation constante d'avoir une réserve suffisante. Le treizième congrès de la Conférence mondiale de l'énergie, tenu à Cannes en octobre 1986, traitait des besoins et des attentes en matière d'énergie. Le quatorzième Congrès aura lieu à Montréal en 1989 et portera sur le thème de l'énergie dans l'avenir.

La Société Petro-Canada pour l'assistance internationale a été établie en 1980 afin d'aider les pays en voie de développement à réduire leur dépendance face au pétrole importé. Depuis sa création, la Société a amorcé des projets d'assistance avec la Barbade, la Jamaïque, les îles du Vent, Haïti, le Sénégal, le Ghana, la Tanzanie, le Kenya, la Birmanie, la Thaïlande, le Pakistan, les Philippines, la Colombie, le Costa Rica, la Guinée, la Gambie, le Maroc et le Sri Lanka. Au cours des quatre dernières années, 125 entreprises privées canadiennes (dont la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale) ont reçu des contrats se chiffrant au total à plus de \$65 millions.

La liste des pays d'où le Canada importe du pétrole, avec indication du volume et de la valeur des importations en question, figure au tableau 11.3.

### 11.2 Mise en valeur de l'énergie

Depuis 1984, le gouvernement a modifié considérablement sa politique énergétique, insistant